

# **Les radios communautaires à l'ère des nouvelles technologies : de l'impératif de se réinventer pour perdurer**

*Article inédit, mis en ligne le 16 septembre 2013.*

## **Mohammed Elhajji**

Professeur en sciences de la communication au Programme de doctorat en communication et culture de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ), Mohamed Elhajji est directeur du laboratoire Lacosa (Laboratório de Comunicação Social Aplicada - [www.lacosa-ufRJ.net](http://www.lacosa-ufRJ.net)) de l'École de communication de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ).

### **Plan de l'article**

Fonctions et fonctionnalités

Sens de la communication et communauté de sens

Radios et communautés en devenir

Globalisation, Tic et migrations

Considérations finales

*Références bibliographiques*

## **RÉSUMÉ**

L'objectif de l'article est d'une part, d'appréhender la question des radios communautaires et de la communication communautaire en général à partir de leur finalité sociopolitique, et d'autre part, de les situer dans le cadre techno-civilisationnel global et transnational actuel. Ceci, afin de mieux en comprendre la structure et de prévoir les mutations et les adaptations possibles et/ou nécessaires pour la rénovation et la survie de l'idéal philosophique qui anime et sous-tend la pratique communicationnelle communautaire en général et radiophonique en particulier. Encore qu'il ne s'agisse pas d'une étude de cas stricto sensu, l'analyse développée s'appuie directement sur l'expérience brésilienne et s'en inspire pour la formulation des thèses défendues.

### ***Mots-clés :***

Communication communautaire, radiodiffusion, nouvelles technologies, expérience brésilienne.

## **ABSTRACT**

The objective of the article, firstly, is to understand the issue of community radio and community communication in general from their socio-political purpose. And, secondly, to place them in the technocivilizational, global and transnational framework. It tries to better understand the structure and to predict mutations and possible adaptations for the restoration of the philosophical ideal that animates the community communication practice in general and broadcasting practices in particular. It is not a case study in the strict sense, but an analysis based directly on the Brazilian experience to inspire the formulation of our hypothesis.

### ***Key Words :***

Community communication, broadcasting, new technologies, Brazilian experience.

## RESUMEN

El objetivo de este artículo, en primer lugar, es entender el tema de las radios comunitarias y la comunicación comunitaria en general a partir de su finalidad sociopolítica. Y, en segundo lugar, es localizarlas en el cuadro tecno-civilizatorio global y transnacional. Es también comprender mejor la estructura y predecir las mutaciones y adaptaciones posibles y / o necesarias para la restauración y la supervivencia del ideal filosófico que anima la práctica comunicativa comunitaria en general y la radio en particular. Sin embargo, el artículo no representa un estudio de caso en el sentido estricto, pero una análisis basada directamente en la experiencia brasileña y que tiene como objetivo la inspiración de las tesis defendidas.

### *Palabre clave :*

Comunicación comunitaria, radiodifusión, nuevas tecnologías, experiencia brasileña.

Le but de cet article est d'une part, d'appréhender la question des radios communautaires et de la communication communautaire en général, à partir de leur finalité sociopolitique, et d'autre part, de les situer dans le cadre techno-civilisationnel global et transnational actuel. Ceci, afin de mieux en comprendre la structure et d'essayer de prévoir les mutations et adaptations possibles et/ou nécessaires pour la rénovation et pour la survie de l'idéal philosophique qui anime et sous-tend la pratique communicationnelle communautaire en général et radiophonique en particulier. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une étude de cas stricto sensu, l'analyse ici développée s'appuie directement sur l'expérience brésilienne.

## FONCTIONS ET FONCTIONNALITÉS

La première remarque consiste à distinguer la fonction des médias communautaires de leur mode de fonctionnement. L'objectif et la finalité des radios et autres moyens de communication communautaire se caractérisent par l'accomplissement d'une mission politique et sociale qui leur est inhérente. Parmi les attributions sociales et politiques propres à la communication communautaire (qui englobe les médias communautaires, mais ne s'y limite pas) vient, en premier lieu, son caractère discursif contribuant à l'énonciation et au maintien de l'identité du groupe dont elle émane. En effet la communauté n'existe en tant que telle que dans la mesure où elle est capable de formuler un discours clair et cohérent qui la définit et la distingue des autres groupes et unités communautaires avec lesquels elle partage le même espace social et politique. Il s'agit, certes, d'une règle élémentaire de tout processus de construction identitaire qu'elle se situe au niveau existentiel, psychologique, social ou politique – et sur le plan individuel ou collectif. L'« être-dans-le-monde » (se reconnaître et être reconnu) est tributaire de l'aptitude de l'entité concernée (individu ou groupe) à s'affirmer, à projeter l'image d'elle-même et à imposer sa vision du monde au reste du monde.

Même dans les schémas communicationnels les plus simples, l'acte d'émission de messages signifiants est toujours accompagné d'un para texte (inconscient ou volontaire) qui identifie l'émetteur et le présente au récepteur et à l'ensemble des instances (individuelles / subjectives ou

institutionnelles / objectives) participantes du processus communicationnel en cours. Ceci est vrai qu'il s'agisse de message publicitaire, de déclaration amoureuse ou de rapport administratif. Celui qui dit commence toujours par se dire et par se révéler au monde.

La communication communautaire constitue donc, un segment important du cadre symbolique général d'énonciation de l'identité du groupe. Elle joue aussi un rôle de cohésion qui est déterminant pour l'intégration des éléments qui composent le groupe et lui assurent sa pérennité. Ainsi l'intensité du sentiment d'appartenance de l'individu vis-à-vis du groupe et le degré d'organicité de la collectivité sont-ils directement proportionnels à l'efficacité des systèmes de communication communautaire (moyens et pratiques) qui les étayent. Le discours (identitaire, social et politique) relayé par les moyens de communication communautaire n'est, toutefois, pas destiné exclusivement aux cadres organisationnels du groupe ou reçu uniquement par ses membres ; au contraire, les instances sociales et politiques extracommunautaires sont tout aussi destinataires des médias communautaires. De fait, les stratégies discursives contre hégémoniques ou de lutte pour le pouvoir symbolique élaborées par la communauté ont comme locus naturel, l'espace politique public général (ou sphère publique) qui englobe la totalité de la société, sous peine de se retrouver en vase clos sans possibilités réelles d'interférer dans la vie politique. Car les manifestations sociales, politiques, culturelles ou identitaires de la communauté, lorsqu'elle se trouve minoritaire, s'inscrivent dans la volonté d'imposer (ou d'exposer) une vision déterminée du monde. Il s'agit également de s'opposer à la vision du monde de ceux qui détiennent le pouvoir symbolique et/ou matériel ainsi que les moyens de sa diffusion pour asseoir leur hégémonie et pour garantir leur supériorité politique et sociale. Le fait communicationnel est, dans ce sens, un acte politique et un moyen de négociation des termes de partage de ce pouvoir, des attributions et de la place de chaque groupe dans la hiérarchie sociale et politique. Cette remarque considère la question de la communication communautaire à la lumière de ses objectifs finaux et non pas en tant que moyens redondants et autosuffisants : la communication pour la communication. Aussi, la communication communautaire ne se limite pas à la communication à l'intérieur de la communauté, mais aussi et parfois surtout, englobe la communication de la communauté vers le reste de la société. En effet, l'un des principaux buts de cette communication est de permettre aux membres de la communauté de s'exprimer et de participer aux débats politiques qui ont lieu dans la sphère publique, afin de faire entendre leur voix et de faire valoir leur point de vue. Or, pour ce genre d'action, les médias de masse sont beaucoup plus efficaces que les médias communautaires. Ce qui nous conduit à notre première hypothèse : la communication communautaire dépasse (ou surpasse) les médias communautaires qui n'en représentent que l'un des moyens possibles.

La communication communautaire, en tant que stratégie revendicative, est multiple et se confond souvent, avec d'autres modes d'exercice de la citoyenneté. Non seulement elle ne se réduit pas à un genre déterminé de médias, mais il est même fréquent qu'elle soit pratiquée de façon spontanée et intuitive, par exemple à travers des gestes aussi anodins que le courrier des lecteurs ou des auditeurs, les appels téléphoniques aux chaînes de radio, le courriel, l'envoi de matériel audio-visuel local, etc. Dans ce cas, que deviennent les médias communautaires (revues, journaux, sites web, chaînes et/ou émissions de radio et TV), et comment se situent-ils ? Les médias communautaires trouvent leur sens et leur légitimité dans le fait même que la dimension universelle et impersonnelle de l'espace politique démocratique rend difficile la prise en compte de toutes les différences et sensibilités constitutives du tissu social. D'autant plus que, souvent, les intérêts objectifs des médias de masse, pour des raisons marchandes ou idéologiques, ne correspondent pas toujours aux attentes et aux préoccupations de toutes les composantes de la société. Il est, donc, tout à fait cohérent et en phase avec l'esprit des démocraties libérales et représentatives que ceux qui ne se considèrent pas suffisamment ou positivement représentés dans les médias généralistes, aient recours à leurs propres médias. Nous considérons même que la multiplicité et la diversité de ce genre de médias contribuent

au renforcement de la sphère publique et conduisent à mieux « lubrifier » les rouages de la machine démocratique. La pratique communicationnelle communautaire équivaut, dans ce sens, à un exercice mûr et conscient de la citoyenneté pleine et participative. Bien qu'il faille rester vigilant sur les excès possibles du communautarisme qui pourraient porter tort à l'idéal démocratique de la sphère publique.

## **SENS DE LA COMMUNICATION ET COMMUNAUTÉ DE SENS**

Mais qu'est-ce qu'une communauté? Comment définir ce phénomène social polymorphe et polysémique et ses relations avec la question communicationnelle qui nous intéresse? La première réponse vient de l'étymologie même des deux notions. Communication, communauté ou, encore, communion dérivent de la même racine linguistique et indiquent le même horizon philosophique. Communiquer, former une communauté ou entrer en communion impliquent le même mouvement existentiel d'échange, de partage et de participation. En termes conceptuels, nous prenons en compte les aspects sémantiques, sémiotiques et idéologiques du processus communicationnel, et non une théorie fonctionnaliste, formelle et quantitative. Pour nous, la communication ne peut se réduire à un engrenage mécanique d'émission et de réception, mais suppose plutôt un processus large et complexe de production et de construction de sens social et historique au sein de la communauté.

Une communauté est donc, avant tout, une communauté de sens, un espace où émerge et prend forme un sens commun aux membres du groupe. Si la communication est un processus de production de sens, la communauté est le *locus* au sein duquel ce sens est produit, construit, transmis et échangé, en termes symboliques et idéologiques.

Sur le plan organisationnel, il est donc théoriquement possible et hypothétiquement admissible de parler de communauté dès qu'un groupe social ou regroupement donné ont recours à des stratégies communicationnelles qui visent, d'une part, leur cohésion interne, d'autre part, la manifestation de leur vision du monde, de leurs positions politiques, sociales et philosophiques. Et ceci qu'il s'agisse d'un syndicat, d'une organisation culturelle, d'une corporation professionnelle, d'un club privé, ou d'une association confessionnelle ou ethnique. La rigueur scientifique nous oblige, toutefois, à situer le concept et son évolution dans une perspective historique et généalogique qui, en résumé, commence avec Ferdinand Tönnies et son séminal « *Gemeinschaft und Gesellschaft* » (1947) et prend sa forme contemporaine actuelle avec Zygmunt Bauman (2001). Le premier, inspiré des idéaux romantiques, opposait la « communauté - *Gemeinschaft* » et son âme authentique à la « société - *Gesellschaft* » mécanique et impersonnelle. Alors que Bauman ne voit dans la course effrénée vers l'idéal communautaire, à notre époque, que l'échec ou le dépassement du politique et du social dans leur forme traditionnelle. D'autres théoriciens considèrent que, pour qu'un groupe social humain puisse être défini en tant que communauté, il est nécessaire qu'il remplisse une des conditions subjectives et objectives, telles que l'existence, en son sein, d'une culture commune, d'un sentiment d'appartenance, d'objectifs communs, d'une identité naturelle et spontanée entre les intérêts de ses membres, de relations et interactions significatives -que ces relations soient socialement satisfaisantes et gratifiantes pour ses membres- d'une conscience des singularités de ses membres, d'une participation active dans la vie de la communauté, d'une langue commune et d'un territoire commun (PERUZZO et alii, 2002). Ces conditions générales et génériques correspondent à un idéal communautaire difficilement réalisable à notre époque, surtout si l'on considère le processus de globalisation, les TIC, les migrations en masse et le surgissement de communautés transnationales. Les notions de territoire et d'autosuffisance sociale, notamment, semblent peu probantes dans le contexte actuel. Mais, avant d'approfondir notre analyse à propos de ce nouveau paysage communautaire fortement déterritorialisé et souvent fondé sur des réseaux virtuels, penchons-nous, d'abord, sur la communication communautaire, sur ses origines et sur son évolution.

En Amérique Latine, la communication communautaire creuse ses racines dans une diversité de traditions revendicatives, à caractère populaire, alternatif ou citoyen de façon générale. L'objectif de ses acteurs est d'intervenir dans l'ordre établi et face à la logique de domination traditionnellement exercée par l'establishment. Il faut dire que le cadre sociopolitique dans lequel la pratique a mûri et s'est développée (encore qu'il soit difficile de situer le moment exact de son surgissement, dans la mesure où les communautés ont de tout temps disposé de moyens locaux de communication endogène) n'est autre que celui des dictatures militaires des années 60 et 70, venues exacerber la structure coloniale et oligarchique héritée de la conquête ibérique.

Indépendamment du qualificatif accordé à cette activité communicationnelle originaire de mouvements sociaux (mais largement adoptée, aussi, par des groupes de nature géographique, ethnique ou culturelle, comme c'est le cas des indigènes, quilombolas et des colonies issues de l'immigration), le but est le même : rendre la parole à ceux qui en ont été privés et mobiliser les groupes sociaux minoritaires ou exclus, afin de défendre leurs droits et leur participation à la vie politique de leur pays, faire prendre conscience aux populations démunies, de leurs droits, entreprendre des initiatives éducatives et pédagogiques relatives à tous les aspects de la vie quotidienne, tels que la santé, la formation professionnelle et les droits du travail, diffuser des informations utiles et pratiques sur le voisinage et sur la communauté etc. (PAIVA, 2003)

Par ailleurs, la pratique communicationnelle communautaire en Amérique Latine a pris plusieurs formes et a fait usage de nombreux supports et de technologies diverses : de l'écrit, évidemment, jusqu'aux chaînes de télévisions -quelle que soit leur technologie (satellite, câble ou autre)-, en passant par les radios (libres, pirates ou communautaires), les médias de rue (haut-parleurs et enregistreurs vidéo) ou encore, plus récemment, le Web. Sans oublier que, du fait même de sa reconnaissance sociale et politique, la communication communautaire, en tant que pratique, discours ou stratégie communicationnelle, a été reprise par ceux-là mêmes qu'elle était censée combattre : les médias de masse. Par exemple, au Brésil, les grandes chaînes de télévision et de radio ont intégré à leurs grilles de programmes des émissions et des tranches horaires consacrées à des quartiers ou régions urbaines spécifiques, donnant la parole directement à leurs habitants et structures associatives et communautaires - des favelas notamment. La presse à grand tirage, elle-même, réserve une part considérable de sa production quotidienne et hebdomadaire à ce même public. Ce sont des rubriques, des numéros spéciaux, des suppléments ou encore, des reportages, des informations d'utilité publique en direction des communautés locales et à leur écoute. Enfin, il convient d'ajouter une innovation en termes d'interactivité et de médias participatifs, il s'agit du « journalisme citoyen », *Eu Reporter*, *Yo Periodista* ou *I Reporter*, pratique des citoyens consistant à fournir aux organes de presse, des images et des informations locales.

Voilà ce qui nous ramène à notre point de départ : considérer la communication communautaire en tant que pratique et politique dans la sphère publique et non pas finalité fétichisée. Même sans être dupe quant au sens marchand et à la portée politique de la récupération de la philosophie communautaire par les médias commerciaux, l'on ne peut négliger ou rejeter ce genre de communication pour des raisons exclusivement idéologiques.

## **RADIOS ET COMMUNAUTÉS EN DEVENIR**

La radiodiffusion a constitué, probablement, le premier média véritablement de masse et elle a profondément bouleversé la société à l'époque de son apparition. Pratique sociale en même temps que collective, familiale et, ensuite, individuelle, l'écoute radiophonique a connu une diffusion large et rapide (BURKE et BRIGGS, 2002). Son rôle dans la vie sociale et politique de l'ère moderne est inégalable. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler l'usage qui en a été fait aussi bien par les régimes autoritaires que par les mouvements de libération. Nazisme, fascisme ou gétulisme (du nom

de l'homme politique brésilien Getúlio Dorneles Vargas), par exemple, n'auraient pu avoir la même force de pénétration sans l'aide des ondes hertziennes des radios, médias de masse par excellence à l'époque. Ce média a été intégré dans les politiques sociales conduites par Getúlio Vargas (1) à un tel point que les appartements, construits à cette époque par l'État, réservaient un emplacement physique central spécialement dédié au poste radio. Appareil qui devenait le centre du foyer et de la nation, la source par laquelle venaient la vérité, la morale nationale et les mots d'ordre et de mobilisation des masses. Le péronisme, en Argentine, n'en a pas fait moins à tel point que son histoire se confond avec celle de la radio dans ce pays. Il n'est pas surprenant, donc, que les mouvements sociaux se soient approprié cette technologie sociale pour atteindre leurs objectifs politiques. Surtout dans le cas du Brésil, marqué par ses fortes inégalités sociales, l'immensité et la diversité de son territoire, le monopole de ses moyens de communication par la même oligarchie qui contrôle à la fois la plus grande part des richesses du pays et l'essentiel des instances politiques locales, l'analphabétisme qui rend difficile l'accès aux sources écrites de l'information et la tradition orale encore largement dominante dans une grande part du territoire national.

De fait, les radios communautaires sont l'incarnation de l'esprit même de la communication communautaire, populaire et alternative, telle que nous l'avons présentée. Elles se présentent comme le support idéal pour accomplir la mission sociale et politique portée par les militants de la démocratie, de l'égalité et de la justice sociale. Elles constituent un espace privilégié pour la réalisation d'échanges sociaux égalitaires et le développement d'une conscience citoyenne, à travers la participation de tous dans les questions politiques et sociales. L'objectif de leurs promoteurs rappelle, dans ce sens, l'idée selon laquelle « les problèmes politiques sont les problèmes de tous et les problèmes de tous sont des problèmes politiques » et, pour cela même, elles promeuvent un modèle d'administration participative et sont gérées par une instance largement représentative de la communauté dont elles émanent et à laquelle elles s'adressent.

En plus d'être dès l'origine, un média communautaire (l'écoute des émissions se faisait, généralement, en groupe), cette technologie offre divers avantages : on peut écouter la radio tout en faisant autre chose, la légèreté (un poste radio transistor peut être emmené où l'on veut), le faible coût (c'est l'une des technologies les moins chères au monde et donc, l'une des plus populaires), l'accès à différents types de contenus (actualités, sports, divertissement, information...), la simplicité d'usage aussi bien à l'émission qu'à la réception (elle s'inscrit dans la tradition universelle de l'oralité), les dimensions subjectives (le son étant l'un des principaux vecteurs de notre émotivité et de notre sociabilité affective), etc. C'est, probablement, pour toutes ces raisons aussi que les pouvoirs centraux se sont rapidement aperçus du potentiel révolutionnaire des radios communautaires et qui ont très vite entrepris de multiples stratégies (politiques, juridiques et économiques) pour contrecarrer leur diffusion ou pour les détourner de leur mission originelle. Au Brésil, ce n'est qu'en 1998 qu'a été, finalement, promulguée une loi instituant le Service de Radiodiffusion Communautaire, sonore, en modulation de fréquence, qui autorise (ou plutôt limite) une puissance maximale de 25 watts et l'usage d'antennes de moins de 30 mètres. Et malgré la faiblesse de la portée autorisée aux radios communautaires (1 kilomètre à partir de l'antenne !), l'ANATEL (l'Agence Nationale des Télécommunications) trouve le moyen d'imposer davantage de restrictions pour l'octroi de licences d'implantation de ces instruments communautaires, rendant ainsi leurs activités, souvent difficiles. Parmi ces restrictions, citons l'interdiction de diffusion de spots publicitaires, la limitation des sources de son financement au simple appui culturel – de surcroît strictement limité aux entreprises de la région de sa couverture (d'un kilomètre) et l'interdiction de constituer des réseaux pour optimiser l'exploitation des services de radiophonie communautaire. Le résultat est que, d'un total de plus de 20.000 radios communautaires existant au Brésil, moins de 5.000 sont régularisées. Comble de cynisme et d'acharnement de l'administration responsable, la plupart des radios non régularisées n'arrivent pas à le réaliser non pas pour des raisons techniques, mais pour des motifs purement



bureaucratiques : délais, nombre de copies, signature manquante d'un fonctionnaire local, etc. (ABRACO, 2012) Les associations concernées reconnaissent toutefois, quelques aspects positifs à la loi 9.612 : le droit de tout membre de la communauté ou habitant de la localité de s'affilier à l'entité responsable pour la gestion de la radio, l'exigence que la radio ait une programmation tournée vers la culture régionale, qu'elle soutienne les activités culturelles et éducatives de la région, qu'elle soit dirigée par un conseil élu, qu'elle associe à ses décisions les instances représentatives de la communauté, qu'elle respecte la diversité des instances associatives et communautaires de la région. Enfin, l'interdiction expresse d'être ou devenir la propriété d'une personne ou d'une entreprise est également promulguée.

L'ABRACO (Association Brésilienne des Radios Communautaires) recommande pour sa part, que les radios communautaires aient un caractère public, qu'elles puissent diffuser des annonces publicitaires payantes issues des commerces locaux, qu'elles cèdent leur temps d'antenne gratuitement pour des messages d'utilité publique, qu'elles dynamisent le débat politique dans l'esprit démocratique, qu'elles respectent les principes de laïcité, qu'elles aient un engagement moral envers les questions relatives à l'environnement et aux droits de l'homme, qu'elles puissent promouvoir la culture locale, défendre les principes de la radiodiffusion communautaire, lutter pour la démocratisation de la communication et soutenir l'expression artistique et culturelle sous licence ouverte.

Aussi, malgré toutes les difficultés imposées par les pouvoirs publics, la radiophonie communautaire a déjà et définitivement conquis ses lettres de respectabilité auprès du grand public et des intellectuels socialement engagés. Pourtant, il faut reconnaître que la bataille est loin d'être gagnée. En plus de la lenteur des pouvoirs publics dans les procès de régularisation de radios en fonctionnement parfois depuis plus de 10 ans et en plus de la violence policière endurée par leurs membres, souvent sous la pression directe du lobby des médias commerciaux, il existe aujourd'hui une nouvelle menace qui risque de condamner définitivement les radios communautaires au Brésil. Il s'agit du projet de numérisation de la radiodiffusion brésilienne.

Cela semble paradoxal, mais l'option technologique en discussion au Brésil n'est pas de bon augure pour la radiodiffusion communautaire. L'arrêté ministériel 290/2010 qui institue le Système Brésilien de Radio Digital (SBRD) n'est pas très précis sur le modèle qui sera adopté dans le pays. Mais l'on sait que les radios commerciales ont une nette préférence pour le HD Radio/Iboc, propriété de l'américaine Ibiquty, et ont déjà commencé, avant même que la décision finale ne soit prise, à s'équiper de cette technologie. Or, d'après les spécialistes, le modèle HD Radio/Iboc, ne laissera pratiquement plus d'espace aux radios communautaires sur le spectre (AMARC, 2010).

Les organisations de défense de la radiophonie communautaire sont tout simplement opposées au projet de numérisation, parce qu'elles ne voient aucun avantage technique pour la radiodiffusion brésilienne en général; si ce n'est celui de multiplier l'espace réservé aux radios commerciales au détriment des communautaires, aussi bien en FM qu'en AM. L'autre inconvénient représenté par la technique numérique pour les radios communautaires est son coût exorbitant, qui rend l'acquisition du matériel nécessaire au montage et à la maintenance difficilement accessible.

Pourtant, si la technologie (ou du moins, son usage à mauvais escient) représente un danger pour la survie des radios communautaires, c'est aussi de la technologie que peut venir leur salut. Plusieurs radios communautaires ont d'ailleurs, déjà adopté des stratégies de diffusion mieux adaptées aux nouvelles technologies et en phase avec les processus de globalisation et de convergence actuels. Certaines se sont dotées de version web, tout en continuant à émettre sur les ondes. D'autres, devant les difficultés administratives, ont tout simplement migré vers le Web et une troisième catégorie, celles nées après l'apparition d'Internet, a commencé à émettre directement sur le Web et n'ont pas d'existence en dehors du « cyberspace ».

Parallèlement, la plupart de ces radios utilisent, aujourd'hui, d'une façon ou d'une autre, les facilités offertes par Internet; tels que le maintien de blogs informatifs sur leur programmation, des forums de débat et d'opinion, newsletters, etc. Un bon exemple d'appropriation des TIC par les radios communautaires est, à notre avis, Radiotube (<http://radiotube.org.br/>), qui constitue une sorte de coopérative de contenus (reportages, analyses, interviews, etc.) produits bénévolement par les activistes sociaux, militants de diverses causes et professionnels engagés, et qui peuvent être utilisés librement par toutes les radios communautaires – suivant en cela la philosophie du *copyleft* et de la licence *Creative Commons*. L'une des conséquences directes de cette évolution technique est la remise en question des formes locales et du territoire, jusqu'à présent considéré comme une condition sine qua non de l'existence et de la survie des communautés et de la communication communautaire.

La conséquence est l'entrée en scène des communautés diasporiques et transnationales, originaires de l'immigration, qui viennent insuffler aux radios communautaires un nouvel esprit de citoyenneté, à la fois locale et transnationale. Aussi, devons-nous nous arrêter sur la question de la globalisation, des TIC et de la convergence pour mieux comprendre les transformations sociales et politiques en cours.

## GLOBALISATION, TIC ET MIGRATIONS

De fait, la globalisation est essentiellement et avant tout, un processus de nature techno communicationnelle car ce sont les nouvelles techniques de communication qui ont permis et propulsé mondialement la dynamique d'intégration. D'ailleurs, la notion de « globalisation » ne doit pas être comprise, comme c'est souvent le cas, dans l'acception adjectivale de « globe », mais plutôt de « globalité ». Or, l'idée de « globalité » renvoie à celle de simultanéité d'une action; sa réalisation ou son avènement au même moment (et dans le même temps) à plusieurs endroits et à plus d'un point de l'espace physique (ELHAJJI, 2001). Ce qui n'est pas sans interpeller le sens même de l'espace, du temps, des distances et des vitesses de déplacement. Car, si la définition traditionnelle de la vitesse est « le temps nécessaire pour parcourir une distance donnée », aujourd'hui, l'on doit penser plutôt au « temps nécessaire pour avoir accès à un volume déterminé de données informationnelles ». Certains auteurs n'hésitent pas, ainsi, à évoquer l'idée originale de « rétrécissement de la planète »; selon la logique de la réduction vertigineuse du temps nécessaire pour atteindre n'importe quel point du globe (HARVEY, 1989). Et l'équation n'en devient que plus frénétique quand on introduit Internet, téléphonie mobile, communications en réseau, convergence des moyens de communication, etc. L'on est alors tenté de raisonner en termes d'accélération exponentielle du temps, par laquelle la vitesse produit encore plus de vitesse – infiniment et indéfiniment ! C'est là, en vérité, le principal fait véritablement original qui distingue l'époque contemporaine de toutes les autres.

Cette accélération exponentielle du temps historique et de la rapidité au sein de la société se traduit, dans le cadre de certaines activités humaines, par la substitution progressive du substrat spatial par le temporel. C'est le cas, notamment, quand on pense à certaines pratiques du capitalisme global comme la délocalisation ou encore le « *just-in-time* » qui n'est rien d'autre que le remplacement des stocks spatiaux par le flux temporel continu de matériel nécessaire au processus industriel. Substitution du substrat spatial par le temporel qui peut être constatée, par ailleurs, dans des contextes sociaux de nature plus subjective tels que les relations virtuelles d'ordre affectif et interpersonnel: amours, amitié, etc. ou idéologique et politique : mobilisation sociale autour de causes aussi diverses que l'environnement, droits de la personne et d'autres.

Dans tous les cas, ce qu'il faut retenir pour la compréhension des mutations sociales, politiques et subjectives en cours, c'est, d'une part, le caractère a-spatial de ce genre de relations; et, d'autre part, la



dimension essentiellement technologique de leur cadre organisationnel. Le fondement concret de la globalisation n'est, en effet, autre que la totalité des instruments technologiques, principalement informatiques, à la fois symboliques (softwares) et matériels (hardware, câble, fibre optique, satellites, etc..) qui enveloppent le monde en une véritable toile communicative et communicationnelle. Ce n'est pas par hasard que l'on confond souvent « nouvelles technologies de l'information et de la communication » et « nouvelles technologies » tout court. C'est que les TIC constituent, aujourd'hui, le centre névralgique et l'élément organisationnel central de nos sociétés. Or, les TIC c'est, avant tout, un ensemble de technologies sociales et subjectives fondées sur le principe de la vitesse, de la mobilité et de la médiatisation du réel. Ce qui, en plus de nous rappeler la question de la prédominance du temps sur l'espace, met en évidence la centralité des médias dans l'organisation sociale et politique de notre époque contemporaine et le monde global dans lequel nous évoluons.

Aussi sommes-nous obligés de repenser la communication et les radios communautaires en termes inédits. D'une part, il est désormais difficile de considérer la notion de communauté et de ses moyens de communication dans une perspective exclusivement spatiale et locale. D'autre part, il faut tenir compte du surgissement de communautés diasporiques et transnationales qui ne se reconnaissent plus dans un unique cadre social, politique et affectif. Enfin, il faut conjuguer ces deux précédentes constatations au fait essentiel et fondamental de la convergence des moyens de communication.

Par convergence, nous entendons la conformation en cours du monoposte unique et universel, où tous les dispositifs et applicatifs de communication que nous connaissons, doivent converger et se fondre. TV, radio, vidéo, ordinateur, téléphone, scanner, enregistreur, carte de crédit, etc. doivent intégrer le même appareil qui, en plus de cette demande de praticité, multiplicité et versatilité des fonctions, doit répondre à l'injonction contemporaine de mobilité et universalité.

Le prototype qui ressemble le plus, aujourd'hui, à cette description sommaire est, certainement le smartphone, la tablette ou un format intermédiaire; ce qui, d'ailleurs, n'a pas trop d'importance. Ce qui importe vraiment, en revanche, c'est de savoir que la technologie radiophonique telle que nous la connaissons, ne semble pas définitive et éternelle. La radio est, en fait, en train de se métamorphoser et, peut-être même, de se dématérialiser pour devenir une simple application dans un ensemble technologique plus large.

Récapitulons : LE (poste) radio doit se diluer dans le processus de convergence en cours. Mais pas LA radio (diffusion). La pratique radiophonique « production - consommation - circulation » doit continuer et même se renforcer en incorporant de nouvelles fonctionnalités; telles que texte, image et plus d'interactivité. Elle n'aura plus de forme définitive ou statique. Elle sera ce que l'utilisateur en fera. Comment sera, alors, la communication communautaire de demain? Nous ne le savons pas avec certitude. Mais, nous avons certainement beaucoup à apprendre avec les pratiques communicationnelles des migrants.

Les migrants sont de grands consommateurs de toute sorte de nouvelles techniques de communication. D'autant plus que ces moyens n'ont jamais été aussi banalisés, popularisés, démocratisés et incorporés dans la vie quotidienne. Phénomène contemporain qui ne doit pas être réduit à un quelconque détail instrumental, mais plutôt appréhendé en tant que mutation d'ordre cognitif, à même de modifier la perception du monde et du réel de la part de l'utilisateur de ces nouvelles technologies. Nous assistons, par ailleurs, à un fort développement des médias communautaires - parfois même segmentés, au sein des groupes de migrants. La transformation, cependant, ne se limite pas au nombre de supports de communication communautaire mais a trait aussi à son adéquation aux nouvelles technologies. En outre, cette véritable pléthore de médias communautaires est, très souvent, le fruit de volontarisme et d'initiatives personnelles d'individus isolés. Et non plus, comme c'était généralement le cas par le passé, le produit de décisions

institutionnelles prises par les instances représentatives du groupe. Le caractère (souvent) individuel de ces actions ne doit pas être perçu en tant que déclin ou affaiblissement de la communauté, mais plutôt comme une illustration du potentiel d'autonomisation (*empowerment*) politique et sociale du sujet communicant, inhérent aux nouvelles technologies. Auparavant, les médias communautaires étaient synonymes de journaux mal confectionnés, sans régularité et à la distribution restreinte, les choses ont pris une tournure radicale depuis qu'Internet, les communications en réseau et la connectivité totale et permanente se sont imposés en tant qu'habitus universel d'agrégation de la plupart des échanges sociaux médiatisés (dans le sens de recourir à des instances de médiation, en opposition aux contacts « immédiats » - sans médiation) et modèle hégémonique de conception, d'élaborations et de configuration de ces échanges.

Ce sont plusieurs millions de sites, blogs, bulletins en ligne, webradios et communautés virtuelles qui sont produits et/ou destinés au public migrant. Dans les faits, c'est la quasi-totalité du paysage communicationnel communautaire qui a migré vers la toile et l'a adoptée comme continuum d'action, centre de rayonnement ou d'irradiation et modèle d'énonciation. Ce qui l'intègre, dans la sphère médiatique transnationale et en fait, à ce titre, l'un des principaux supports de la transnationalité et du transnationalisme.

En vérité, la communication communautaire locale (si l'adjectif est encore pertinent) est déjà en train de vivre le même phénomène. Réappropriation des TIC par les usagers, initiatives individuelles, segmentation de l'audience, réverbération transnationale, etc. Réalité à double tranchant qui, en même temps qu'elle banalise les pratiques médiatiques communautaires, risque de faire diluer le lien spatial et territorial local de la communauté. Encore que l'adoption de partenariats sociaux transnationaux, rendus possibles grâce aux moyens et stratégies de communication communautaire locale - transnationale, soient un important vecteur de développement local et durable. Que cela soit dans les régions lointaines d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie, ce genre d'initiatives est de plus en plus fréquent. Natifs, émigrés originaires de la même région et citoyens d'autres parties du monde impliqués dans l'effort de développement local, œuvrent et militent conjointement en faveur de causes qui, sans les médias transnationaux, n'auraient pas bénéficié de la même sympathie et du même engagement. La principale crainte, toutefois, est que la radiodiffusion communautaire en soi devienne obsolète. Nous avons constaté qu'au sein des favelas de Rio de Janeiro, l'écoute radiophonique locale n'occupe plus le centre des activités communicationnelles communautaires, du moins auprès des jeunes. Ce sont, aujourd'hui, les réseaux sociaux (Facebook et Orkut principalement) qui servent de plateformes de communication communautaire omniprésentes et quasi universelles. C'est à travers Internet que la population locale s'informe, se mobilise, s'organise, proteste ou exerce certaines formes de contrôle social sur ses membres, par le biais des bavardages en ligne notamment.

## CONSIDÉRATIONS FINALES

Aussi, pouvons-nous conclure, au terme de ce parcours réflexif, que le monde dans lequel nous vivons connaît, actuellement, des mutations sociales, politiques et technologiques. Et c'est dans ce contexte-là que les notions de communauté, de communication communautaire, de radiophonie et de radios communautaires doivent être resituées afin d'en saisir la complexité. Comme nous l'avons vu, il ne peut y avoir de communauté sans de solides structures communicationnelles. Une communauté humaine c'est, d'abord, une communauté de sens. Mais la communication communautaire a, aussi, pour fonction l'imposition de la voix de la communauté dont elle émane dans la sphère publique où se joue la lutte pour le pouvoir symbolique. La communication communautaire, en tant que pratique, représente un large éventail de possibilités. Parmi ces modalités et formes de communication communautaire, les radios communautaires font,

certainement figure de proue. Elles ne sont pas le seul dispositif possible et imaginable pour la pratique communicative communautaire, mais elles en constituent, certainement, l'instrument idéal pour la réalisation des objectifs sociaux, subjectifs et politiques de la communication communautaire.

Or, les radios communautaires et les communautés elles-mêmes (au Brésil, mais certainement ailleurs aussi) se heurtent, aujourd'hui, à de nombreux défis: d'une part, les difficultés bureaucratiques et la menace de la numérisation et, d'autre part, la globalisation et la convergence des moyens de communication. Ainsi à partir de notre intention, qui distingue les fonctions des fonctionnalités des médias communautaires et si l'on admet les changements sociaux, politiques et technologiques avec sérénité, mais sans fatalisme, l'on doit envisager: a) de nouvelles formes d'organisation communautaire, à la fois locales et transnationales; b) des médias communautaires sans forme définie; c) des possibilités d'exercice de la citoyenneté au niveau global.

Sans délaisser ou renier leur forme actuelle et usages traditionnels, les radios communautaires doivent, afin de survivre et perdurer, anticiper ces changements, initier un mouvement d'essai vers toutes les technologies de communication existantes et utiliser de tous les supports informatiques possibles pour renforcer leur influence et conquérir des positions avantageuses sur l'échiquier social et politique.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABRACO : <http://www.abraconacional.org/>

AMARC - ALC (2010). Principios para garantizar la diversidad y el pluralismo en la radiodifusión y los servicios de comunicación audiovisual. Buenos Aires : AMARC.

BAUMAN, Zygmunt (2001). Comunidade. Rio de Janeiro : Zahar.

BURKE, Peter et BRIGGS, Asa (2002). Uma história social da mídia. São Paulo : Zahar.

ELHAJJI, Mohammed (2001). Da semiose ocidental hegemônica - globalização e convergência. Rio de Janeiro : Rhizoma.

HARVEY, David (1989). The condition of postmodernity. Oxford: Blackwell.

PAIVA, Raquel (2003). O espírito comum - comunidade, mídia e globalismo. Rio de Janeiro: Mauad.

PERUZZO, Cíclia M.K.; COGO, Denise; KAPLÚN, Gabriel (Orgs.) (2002). Comunicación y movimientos populares: ¿cuales redes? São Leopoldo: UNISINOS.

PERUZZO, Maria Cíclia Kruhling (2004). Vozes cidadãs: aspectos teóricos e análise de experiências de comunicação popular e sindical na América Latina. São Paulo: Angellara.

TÖNNIES, Ferdinand (1947). Comunidad y sociedad. Buenos Aires: Losada. [1887].

## NOTE(S)

(1) Getúlio Dorneles Vargas (19 avril 1882 - 24 août 1954) a conduit la Révolution de 1930 qui mit fin à la Vieille République. Il a mené une politique nationaliste, autoritaire et fascisante.